



IDEV

Évaluation indépendante du développement
Banque africaine de développement

De l'expérience à la connaissance...

De la connaissance à l'action...

De l'action à l'impact

Mauritanie: Contribution de la BAD aux infrastructures et la gouvernance

Qu'a évalué IDEV ?

L'Évaluation indépendante du développement (IDEV) a évalué **la stratégie et le programme pays du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD ou "la Banque") en Mauritanie pour la période 2011-2020**, notamment le Document de stratégie pays axé sur les résultats 2011-2015 et le Document de stratégie pays 2016-2020. Au 31 décembre 2020, la Banque a financé **24 projets à hauteur de 216 millions de dollars EU** dans sept secteurs d'intervention : l'industrie, les mines et carrières ; le transport ; l'agriculture ; la finance ; le multisectoriel ; l'eau et l'assainissement ; et le développement social. Le Fonds africain de développement a financé 54,5 % du volume des opérations et le gouvernement a contribué à hauteur de 16,8 millions de dollars EU.

Ce résumé se focalise sur la contribution de la Banque dans le domaine de l'infrastructure et de la gouvernance en Mauritanie. Les infrastructures sociales et économiques ainsi que la gouvernance ont absorbé environ la moitié de l'enveloppe de l'aide publique au développement du pays. En ciblant ces secteurs, où elle possède des avantages comparatifs, la Banque a été capable de lever 26,6 millions de dollars EU du Fonds

africain de développement, 245 millions de dollars EU auprès des cofinanceurs pour des projets d'un coût total de 273 millions de dollars EU sur toute la période.

Quelles sont les constatations d'IDEV ?

La stratégie et le programme de la Banque durant la période ont été évalués sur la base des critères suivants : Pertinence (**jugée très satisfaisante**), Efficacité (**jugée satisfaisante**), Cohérence (**jugée satisfaisante**), Efficience (**jugée satisfaisante**) et Durabilité (**jugée satisfaisante**).

Alignement sur les priorités stratégiques de la Mauritanie

Huit des dix objectifs des quatre projets approuvés sur la période 2011-2020 pour une **gouvernance économique et financière** sont explicitement articulés avec les priorités du gouvernement. Dans le secteur de **l'eau et de l'assainissement**, 5 des 7 objectifs étaient liés aux axes de la Stratégie nationale pour



Résumé d'évaluation

Une évaluation de stratégie pays IDEV



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



Février 2023



un accès durable à l'eau et à l'assainissement pour 2030, et ont contribué à améliorer l'accès à l'eau potable, y compris en milieu rural. Le **projet unique de transport** relatif à la construction du pont de Rosso a contribué à la promotion du commerce sous-régional et régional ainsi qu'à l'amélioration de l'accès aux services de base et des conditions de vie de la population. En outre, la Banque a tiré parti de sa capacité institutionnelle pour accroître la production et la productivité, principalement grâce à des projets d'infrastructures agricoles. Toutefois, aucun projet visant à améliorer **l'accès à l'électricité** dans les zones rurales et urbaines n'a pas été approuvé, bien que cela ait été programmé dans les deux DSP, en particulier l'infrastructure de soutien à la croissance pour accroître la disponibilité de services énergétiques abordables pour les unités économiques.

Réalisation des projets d'infrastructure

En Mauritanie, l'objectif national de réduction de la pauvreté a été atteint et l'incidence de la pauvreté nationale est passé de 42 % en 2008 à 31 % en 2014, tandis que celle de l'extrême pauvreté rurale chutait de 40,8 % en 2008 à 25,1 % en 2014.

L'accès à des services de base équitables et de qualité dans le secteur de **l'eau et de l'assainissement** a augmenté de manière significative entre 2015 et 2018, mais des disparités persistent entre les zones urbaines et

rurales. La mise en œuvre du Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural dans la zone méridionale approuvé en 2006 et clôturé en 2015 a abouti à la construction: i) de 52 forages et de 54 systèmes d'adduction d'eau potable dans les agglomérations de plus de 500 habitants, ii) de 72 blocs de latrines institutionnelles dans des lieux publics, et iii) de 13,100 latrines familiales (construites par les familles elles-mêmes) à la suite de la réalisation de dispositifs d'Assainissement Total Piloté par la Communauté dans 440 villages. Faute de ressources, les investissements ont été reportés dans le sous-secteur des **énergies renouvelables**. Toutefois, 100 mégawatts d'énergie éolienne sont en cours de construction avec le soutien d'autres partenaires financiers. Dans le secteur de **l'agriculture**, le projet d'aménagement hydro-agricole de Brakna Ouest (PAHABO) a touché 15,454 bénéficiaires et notamment les femmes qui représentent 57% de la population rurale pauvre. Le projet a permis de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire des bénéficiaires par la mise en place d'infrastructures de soutien à la production comprenant : i) 950 ha de riziculture ; ii) 5,600 ha d'agriculture de décrue et iii) 106 ha de périmètres maraîchers féminins (PMF). Il a également permis de désenclaver la zone par la construction d'une digue piste entre Boghé et Mboyo (68 km) et de deux bretelles d'accès (19,3 km) la reliant à la route bitumée Rosso-Boghé (y compris 64 nouveaux ouvrages de



franchissement et la réhabilitation de 3 ouvrages existants) et d'améliorer l'accès à l'eau potable pour 11,000 habitants dans 20 localités.

Toutefois, l'efficacité a été limitée par des goulets d'étranglement tant au niveau des pays qu'au sein de la Banque. Le délai d'exécution des opérations s'est détérioré, passant de 3,6 mois entre 2011-2015 à 4,7 mois entre 2016-2020, même s'il reste largement en dessous du seuil critique de 6 mois. Les taux de décaissement des grands projets d'infrastructure variaient de 1,3 % à 12,2 %.

Renforcer les capacités d'appropriation et de durabilité

Dans le secteur de la gouvernance, l'ensemble des ministères et structures impliqués dans les investissements publics ont été connectés à la plateforme électronique de Development Assistance Database (DAD), ce qui a permis d'accroître les capacités de conception et de suivi-évaluation des projets d'investissement public. En outre, la Facilité de préparation de projet a financé les études techniques du Projet d'Aménagement Hydro-Agricole de Brakna-Ouest, Phase II (PAHABO II), qui ont finalement abouti à la mise en œuvre du projet, sous le nom de Projet d'appui à la transformation agricole en Afrique. Une approche cohérente et réaliste a été proposée pour

l'établissement d'un fonds d'entretien et de maintenance géré conjointement par l'administration et les représentants des usagers, avec la nécessité de contrôler sa mise en œuvre effective.

Quels enseignements IDEV a-t-elle tirés ?

- Dans les pays en situation de faible allocation basée sur la performance (ABP), des ressources internes supplémentaires sont mobilisées avec succès lorsque l'équipe régionale et/ou du pays met en œuvre une stratégie volontariste.
- Le secteur privé est un levier important pour le développement du pays.
- Une sélection judicieuse des secteurs d'intervention et l'articulation systématique des projets de la Banque avec les interventions des principaux partenaires au développement dans le pays (cohérence externe) concourent largement à l'efficacité d'une stratégie visant à mobiliser plus de financements et à atteindre les objectifs nationaux de développement.
- L'efficacité au niveau des opérations ne garantit pas l'obtention des résultats attendus aux différents niveaux supérieurs.

Quelles sont les recommandations d'IDEV ?

- Améliorer l'articulation entre les objectifs ciblés au niveau national et au niveau pilier et les résultats attendus des opérations programmées dans le cadre de la stratégie d'assistance pays.
- Veiller à ce que le rythme de deux supervisions par an soit respecté.
- Prévoir des mécanismes de pérennisation des acquis dès la conception des opérations de la Banque et en surveiller la mise en œuvre effective.
- Prendre davantage en considération les aspects transversaux dans les DSP et les opérations de la Banque.

Quelle est l'approche méthodologique ?

Guidée par huit questions axées sur les critères d'évaluation, l'équipe d'évaluation a consulté les parties prenantes au cours de la phase de conception de cette évaluation afin de promouvoir l'utilisation de ses résultats. En raison des restrictions de voyage liées à la crise de la COVID-19, les données d'évaluation ont été collectées à partir d'entretiens en ligne, de la revue de la documentation existante (documents institutionnels de la

Banque et des projets), et de la base des données sur les projets de la Banque (SAP Project System). Les chargés de projet au siège de la Banque et les autres collègues de la région nord impliqués dans la mise en œuvre des opérations ont fourni des contributions électroniques sous forme de données sur l'exécution, d'observations et de révisions. Les sous-questions de l'évaluation concernant l'analyse coût-bénéfice et l'analyse coût-efficacité sont restées sans réponse en raison du manque de données. Toutefois, la qualité de l'Évaluation de la stratégie et du programme pays est restée intacte car les principaux indicateurs ont été renseignés, ce qui a permis d'obtenir des résultats d'évaluation solidement documentés.

Quelle est la réponse de la Direction ?

La Direction a accueilli avec satisfaction l'évaluation par IDEV de la mise en œuvre du DSPR et du DSP de la Banque en Mauritanie. En outre, la Direction apprécie les conclusions et les recommandations qui sont cohérentes avec les conclusions des missions de suivi et de supervision des projets et des revues de performance du portefeuille. Les recommandations de l'évaluation guideront le dialogue avec les parties prenantes au niveau du pays et informeront la conception de la nouvelle stratégie pays pour la période 2023-2027, ainsi que la mise en œuvre des opérations actuelles et la conception des opérations futures.

À propos d'IDEV

L'Évaluation indépendante du développement (IDEV) du Groupe de la Banque africaine de développement conduit des évaluations indépendantes des opérations, politiques et stratégies de la Banque, en travaillant sur des projets, secteurs, thèmes, régions et pays. Par la conduite d'évaluations et partage proactif des bonnes pratiques, IDEV s'assure que la Banque et ses parties prenantes apprennent des expériences passées et planifient et fournissent des résultats de développement conformément aux plus hauts standards.

Chef de projet : Debazou Y. Yantio, Chargé principal de l'évaluation, IDEV.2
Publication coordonnée par : Raky Gassama, Chargée supérieure de la gestion des connaissances, IDEV.3 ; Najade Lindsay, Chargée de la gestion des connaissances, IDEV.3 ; Marc Bappa, Chargé de la gestion des connaissances, IDEV.3 ; Kate Stoney, Chargée supérieure de la communication, IDEV.3
Date de publication : Février 2023
Rapport complet disponible sur idev.afdb.org



IDEV

Évaluation indépendante du développement
Banque africaine de développement

Groupe de la Banque africaine de développement
Avenue Joseph Anoma 01 BP 1387, Abidjan 01 Côte d'Ivoire
Tél : +225 27 20 26 28 41
Courriel : idevhelpdesk@afdb.org

